



Pour défendre notre pouvoir d'achat et nos retraites : Tous en grève le 20 novembre !

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy s'attaque directement à notre cadre de vie, que ce soit en diminuant notre pouvoir d'achat ou en mettant en œuvre tous les moyens possibles pour diminuer le niveau des retraites des agents de la Fonction Publique.

En effet, **le gouvernement, sourd aux légitimes exigences salariales des personnels de la Fonction Publique, dont le pouvoir d'achat s'est érodé de près de 6,5% depuis l'année 2000, s'entête à ne pas rattraper le contentieux sur les années écoulées.** Pis, le gouvernement n'a proposé au titre de 2008 que deux « mesurenttes » : une prime de sommet de grade, réservée aux seules catégories A et B, et qui ne concernerait que moins de 2% des personnels de la Fonction Publique, et le paiement très partiel des heures supplémentaires et jours de RTT non pris, c'est-à-dire la simple rétribution d'un dû aux salariés !

Dans notre milieu, la spécificité des métiers de la recherche est très sérieusement mise à mal, les attaques visant les organismes publics de recherche se renforcent. Ainsi, l'existence même du CNRS est remise en cause, appelé à être découpé en départements mis sous tutelle des diverses universités françaises ce que favorise la Loi « Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) ». L'autonomisation et la régionalisation prônées par cette loi renforceront également à terme l'éclatement des structures nationales de recherche adossées aux universités (en particulier via les UMR), INRA inclus. La mobilisation croissante des personnels et étudiants contre la LRU prouvent bien le danger de cette réforme dont nous demandons l'abrogation.

La remise en cause du mode de calcul des retraites dépasse de loin la seule remise en cause des régimes spéciaux de retraite : à terme, cette attaque ouvre la généralisation du calcul des retraites sur 42 annuités de service, la suppression des diverses bonifications accordées notamment aux mères de famille, et la généralisation du calcul du montant des retraites sur les 25 dernières meilleures années au lieu des 6 derniers mois actuellement utilisés (**faites vous-même le calcul pour ce qui vous concerne... vous verrez la différence !**).

Mais **l'attaque la plus inique de la réforme proposée concerne l'existence de la décote pour non-atteinte du nombre d'annuités au moment de la retraite.** Alors que l'âge moyen actuel d'entrée à l'INRA s'établit vers 28 ans (31 ans pour les chercheurs), la cessation automatique d'activité à l'âge de 65 ans impose *de facto* une décote automatique préjudiciable au montant des retraites versées.

La CGT-INRA milite pour que le socle commun des régimes de retraites permette à tout agent de pouvoir prétendre à faire valoir ses droits à la retraite dès l'âge de 60 ans avec la garantie d'un taux maximum permettant le maintien du pouvoir d'achat et d'un train de vie décent, en revenant à un mode calcul basé sur 37,5 annuités de service pour une retraite à taux plein.

Alors que la productivité nationale augmente régulièrement, la répartition des richesses s'avère de plus en plus inégale ! D'autres solutions existent pourtant, notamment en mettant fin à une politique qui prive la protection sociale de recettes supplémentaires : l'exonération continue pour le patronat de cotisations sociales à hauteur de 22 milliards €/an représente un manque à gagner sans arrêt croissant pour l'ensemble de la protection sociale, sans compter l'absence de contribution des revenus financiers. L'exemple récent de l'exonération de cotisations promise par le gouvernement aux pêcheurs pour amortir l'augmentation du gasoil montre que les cotisations sociales abondées par les versements des salariés servent avant tout au gouvernement à compenser des différends qui n'ont rien à voir avec l'activité de ces mêmes salariés.

Pour la CGT-INRA, ce sont avant tout l'augmentation du pouvoir d'achat et le plein emploi qui sont les éléments essentiels pour pérenniser et revaloriser les droits des régimes par répartition.

C'est sur cette base que NOUS VOUS APPELONS À PARTICIPER A LA GREVE DU 20 NOVEMBRE
comme toutes les fédérations syndicales de la Fonction Publique,
pour combattre la politique de régression sociale du gouvernement.